

**Arrêté du président de l'assemblée de la province Nord
n° 31/2005 du 15 mars 2005
*instaurant la commission technique des permis de construire
et des installations classées pour la protection de l'environnement***

Historique :

Créé par *Arrêté du président de
l'assemblée de la province Nord
n° 31/2005 du 15 mars 2005
instaurant la commission
technique des permis de
construire et des installations
classées pour la protection de
l'environnement*

*JONC du 29 mars 2005
Page 1710*

Article 1^{er}

Il est institué une commission technique des permis de construire et des installations classées pour la protection de l'environnement (CTPC/ICPE).

Cette commission est placée sous l'autorité du secrétaire général de la province Nord, ou du directeur de l'aménagement et du foncier de la province Nord, selon la nature des dossiers évoqués.

Elle sera administrativement basée au service des constructions publiques, de l'habitat et de l'aménagement de l'espace (CP/HAE) de la direction de l'aménagement et du foncier (D.A.F.).

Article 2

Cette commission comprend :

1 - Des membres permanents, à savoir :

- le secrétaire général de la province Nord ;
- le directeur de l'aménagement et du foncier ;
- le chef du service CP/HAE de la D.A.F. ;
- le responsable du bureau des installations classées (BIC);
- le responsable de la cellule droit des sols et urbanisme du service CP/HAE de la D.A.F. ;
- le chef du service environnement de la direction du développement économique et de l'environnement (D.D.E.E.) ou son représentant ;

- le ou les inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement compétents pour le dossier évoqué.

2 - Des membres qui ne sont appelés à siéger que pour toute affaire relevant de leur compétence technique.

Article 3

La commission technique des permis de construire et des installations classées pour la protection de l'environnement se réunit sur simple demande du secrétaire général ou du directeur de l'aménagement et du foncier en amont du dépôt légal, et éventuellement pendant l'instruction, des divers dossiers soumis à permis de construire ou relevant de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle est chargée notamment :

- de faciliter l'instruction de ces dossiers et d'évoquer de façon concertée la réglementation applicable et celle pouvant servir de base de travail et de discussion pertinente à chacun des dossiers examinés et qui serait susceptible d'être adoptée par délibération provinciale dans le cadre des autorisations relevant de la compétence du président de l'assemblée de la province Nord.

- de proposer le recours à une analyse critique réalisée aux frais du demandeur par un organisme expert qu'elle aura choisi.

- de prescrire et de définir le contenu de toute étude d'impact jugée nécessaire en fonction de la nature du projet.

- d'assurer le suivi et de statuer sur les études d'impact subordonnant la délivrance des permis et autorisations diverses, et notamment les études d'impact environnemental liées au projet d'usine du Nord.

Article 4

Chacune des réunions de la commission technique des permis de construire et des installations classées pour la protection de l'environnement donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu établi par le service CP/HAE.

Article 5

L'arrêté n° 160/2002 du 19 décembre 2002 instaurant la commission technique des permis de construire et des installations classées pour la protection de l'environnement est abrogé.

Article 6

Le secrétaire général de la province Nord sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission, transmis au commissaire délégué de la République pour la province Nord, et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.